

● Présentation du site

Site inscrit du Relais du Grand Pont Veix (44)

1. Présentation des sites classés et inscrits

Mis en place par la loi du 2 mai 1930, les sites inscrits et les sites classés sont des zonages réglementaires comprenant « des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général. » (Article L341-1 du Code de l'environnement).

L'inscription d'un site constitue un premier niveau de protection. Les sites inscrits sont sélectionnés en reconnaissance de leur(s) attrait(s) particulier(s), faisant l'objet d'un suivi de la part des autorités administratives compétentes.

Ce sont les services déconcentrés de l'État qui assurent les missions se rapportant aux sites inscrits et aux sites classés (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine).

2. Présentation du site

Référence du site : 44 SI 25

Date de création du site : arrêté ministériel du 11/03/1943

Autre protection : inscription de la chapelle du Grand Pont Veix sur la liste complémentaire des monuments historiques par arrêté du 21/10/1954

Surface : 4,10 ha

Descriptif du site : le château actuel du Grand-Pont-Veix (daté du 17^{ème} siècle, remanié par la suite) fut construit sur le site où une ancienne voie romaine (reliant Nantes à Rennes) traversait le Don. Parmi les bâtiments accompagnant l'édifice principal, l'hôtellerie, la fuie, le pigeonnier et la chapelle, datent de la première période de construction (15^{ème} siècle), complétés quelques deux siècles plus tard par les écuries et le château. Une ancienne allée de chêne, datant également du 17^{ème} siècle, relie le domaine (depuis la cour intérieure) à la route départementale 124.

Identité des différents paysages boisés :

- la très ancienne allée de chênes (plus que centenaires), associée à des bois connectés formés de futaies-taillis de chênes sessiles et de charmes,
- le bois de merisiers et frênes situé à l'entrée du site.
- le bois situé à l'arrière du domaine (en dehors de la zone protégée) en prolongement des espaces jardinés se compose de plusieurs îlots formés d'essences feuillues ou résineuses, parfois en mélange.

Les points remarquables du site :

- le cadre environnemental préservé du site, avec notamment la présence du Don en contrebas du domaine,
- le patrimoine architectural localement présent,

Les enjeux pour les milieux boisés :

- poursuivre ou mettre en place la gestion durable des boisements afin d'assurer le maintien du couvert végétal sur l'ensemble du site,
- veiller à la sécurisation du patrimoine arboré en cas d'ouverture au public,
- veiller, dans la mesure du possible, à maintenir une mixité des essences dans les boisements.



Recommandations de gestion

Le site inscrit et la réglementation forestière

1. Conséquences de ce zonage réglementaire

Dans un site classé, la conservation est le principal mot d'ordre. Des modifications exceptionnelles peuvent être autorisées si les travaux sont compatibles avec «l'esprit des lieux», c'est à dire que les travaux ne doivent pas mettre en péril les structures paysagères singulières qui ont justifié son classement. En conséquence, tous les travaux de coupes et abattages d'arbres, de même que les travaux d'aménagements sont soumis à autorisation (Code de l'environnement). Avant toute autre démarche, il est recommandé de se rapprocher des administrations compétentes : DREAL et/ou STAP (voir ci-dessous), qui indiquent comment constituer un dossier de demande d'autorisation. Selon la nature et l'ampleur des travaux, l'autorisation est délivrée soit par le Préfet de département soit par le Ministre en charge des sites, après avis des autorités compétentes pour le site. Le délai que peut prendre cette démarche administrative peut aller jusqu'à un an. De façon générale, il est conseillé au propriétaire forestier d'entamer une réflexion très en amont des actions à entreprendre sur le site. Une notification est envoyée en réponse à la demande effectuée.

2. La demande d'agrément au titre de l'article L 122-7 du Code forestier

Pour simplifier les démarches administratives en lien avec ce type de zonage réglementaire, il est possible pour les propriétaires forestiers qui déposent un plan simple de gestion, de faire une demande d'agrément de leur document de gestion au titre de l'article L122-7 du Code forestier. L'obtention de cet agrément dispense les propriétaires forestiers de toute démarche de déclaration préalable pour les opérations programmées dans ce document de gestion durable. A noter : le CRPF prend en charge le traitement du dossier.

Consulter le site internet du CRPF : <http://crpf-paysdelaloire.fr> pour en savoir plus sur les documents de gestion durable.

3. Recommandations de gestion

Les interventions sylvicoles impriment plus ou moins leur marque dans le paysage. Elles font coexister au fil du temps des milieux boisés fermés et des milieux ouverts au rythme de la croissance des arbres. En sites classés et inscrits, la gestion sylvicole courante peut parfois s'opposer aux exigences de maintien des paysages identitaires d'un patrimoine remarquable. Ainsi, les travaux les plus impactants dans un paysage sont sans conteste les coupes rases ainsi que les plantations. Le contact préalable avec le service concerné n'en est que d'autant plus utile.

Un mode de sylviculture plus «douce» peut aussi répondre aux objectifs paysagers souhaités : il s'agit du «traitement irrégulier». D'un point de vue paysager, il permet le maintien d'un couvert forestier continu dans le temps et dans l'espace, donne aux masses boisées un aspect uniforme dans leur ensemble et à la fois hétérogène de par la présence d'arbres d'âges (et donc de hauteurs) différents. Il élimine d'emblée le problème de l'effet géométrique non désiré des lignes de plantations (en forêt de pente par exemple) ou encore l'effet « vide » des coupes rases. Ce mode de gestion sera recommandé, lorsque les conditions le permettent.

4. Contacts

Monsieur Didier BAILLEUL – Inspecteur des sites en Loire-atlantique

DREAL Pays de la Loire

5 rue Françoise Giroud CS 16326 44263 NANTES cedex 2

Tél. : 02.72.74.73.00 (secrétariat) / Fax : 02.72.74.73.09

Internet : <http://www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr>



STAP de Loire-Atlantique

1 rue Stanislas Baudry - BP 63518

44035 NANTES CEDEX 1

Tél. 02.40.14.23.00 / Fax 02.40.14.23.01

Internet : <http://www.culturecommunication.gouv.fr/Regions/Drac-Pays-de-la-Loire/Batiments-de-France/STAP-de-Loire-Atlantique>

CRPF Antenne de Loire-Atlantique

36 avenue de la Bouvardière

44800 SAINT-HERBLAIN

Tél. 02.40.76.84.35 - Fax 02.40.40.34.84